

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES (CCAP ET
CCTP)**

Marché dont les besoins sont inférieurs à 25 000 € HT

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché n° 2026-06-22

**Objet : Accompagnement de la CCI Nouvelle-Aquitaine sur une
étude des mutualisations entre les 14 établissements du réseau
régional**

**Chambre de Commerce et d'Industrie Region Nouvelle-Aquitaine
2 place de la Bourse - CS 91942
33050 BORDEAUX CEDEX**

1. Cocontractants

Le présent contrat est conclu entre :

- D'une part, le pouvoir adjudicateur

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nouvelle-Aquitaine, ci-après dénommée « la CCI Nouvelle-Aquitaine ou la CCI NA ou le pouvoir adjudicateur »,

Etablissement public de l'Etat, ayant son siège social 2 place de la Bourse CS 91942 33050 Bordeaux

Représentée par :

- **M. Jean-François CLÉDEL, Président de la CCI Nouvelle-Aquitaine, jusqu'au 30 juin 2026 à minuit**
- **M. Daniel BRAUD, Président par intérim de la CCI Nouvelle-Aquitaine, à partir du 30 juin 2026 et jusqu'au 03 septembre 2026**

- Et d'autre part,

L'entreprise, cocontractante, ci-après dénommée « le titulaire »

Dénomination sociale : **A COMPLETER**

Ayant son siège social à : **A**

COMPLETER.....
.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET : **A COMPLETER**

Numéro RCS : **A COMPLETER**.....

Code APE : **A COMPLETER**

Numéro de TVA Intracommunautaire : **A COMPLETER**

Représentée par :

- Nom : **A COMPLETER**.....
- Qualité : ☐ Représentant légal de l'entreprise
☐ **A COMPLETER**, ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise (joindre le pouvoir)

Adresse électronique : **A COMPLETER**

Téléphone : **A COMPLETER**

OU

☐ Le groupement d'entrepreneurs ☐ solidaire ☐ conjoint, *ci-après dénommé « le titulaire » en cas d'attribution du marché* et composé des entreprises suivantes:

1^{ère} entreprise cotraitante mandataire du groupement :

Dénomination sociale :

Ayant son siège à :

.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET :

Représentée par :

Nom :

Qualité : ☐ Représentant légal de l'entreprise

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise

Nom :

Adresse :

.....

Numéro unique d'identification SIRET :

En cas groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la CCI Nouvelle-Aquitaine.

2^{ème} entreprise cotraitante :

Dénomination sociale :

Ayant son siège social à :

.....

Ayant pour numéro unique d'identification SIRET :

Représentée par :

Nom :

Qualité : ☐ Représentant légal de l'entreprise

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise

Nom :

Adresse :

.....

Numéro unique d'identification SIRET :

Les membres du groupement ayant pris connaissance des documents contractuels listés dans l'Acte d'engagement , S'ENGAGENT sans réserve, sur la base de l'offre, conformément aux dispositions de ces documents:

- à exécuter les prestations demandées aux prix indiqués ci-après,
- à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance ; cette reprise conditionnant l'agrément des sous-traitants. »

Individuellement désignées « La Partie » et Ensemble désignées « Les Parties ».

2. Caractéristiques du Marché

2.1 Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission d'accompagnement et d'étude stratégique relative aux mutualisations au sein du réseau régional des CCI de Nouvelle-Aquitaine.

2.2 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP) et le bordereau des prix figurant en annexe financière ;
- 2) Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI) – non joint aux documents du marché ;
- 3) Les bons de commande ;
- 4) L'offre du titulaire.

2.3 Prise d'effet du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification du marché.

2.4 Durée du contrat et délais d'exécution

Les prestations se déroulent selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Notification du marché au titulaire : Mardi 1^{er} septembre 2026 ;
- Animation du séminaire des directeurs généraux : 29 et 30 septembre 2026 ;
- Animation de trois ateliers réunissant les directeurs généraux :
 - o Octobre 2026 (date communiquée ultérieurement par le pouvoir adjudicateur)
 - o Novembre 2026 (date communiquée ultérieurement par le pouvoir adjudicateur)
 - o Décembre 2026 (date communiquée ultérieurement par le pouvoir adjudicateur)
- Livraison de l'étude : janvier 2027

2.5 Recondutions

Sans objet

2.6 Prix

2.6.1 Caractéristiques

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire figurant dans l'annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire – DPGF) pour les prestations figurant à l'article 3 « Description des prestations ».

Des prestations complémentaires pourront éventuellement être commandées, par bon de commande, pour des prestations non prévues initialement au CCTP, comme par exemple un atelier supplémentaire destiné à présenter les résultats de l'étude.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG PI, les prix du marché ne comprennent pas les frais prévus à l'article 2.6.2 ci-après.

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.

2.6.2 Frais du titulaire

Frais d'hébergement

Pour l'exécution du séminaire des Directeurs Généraux sur l'île de Ré, l'acheteur assure la réservation et le règlement direct de la nuitée d'hébergement du personnel du titulaire du 29 au 30 septembre. (une chambre).

La prise en charge par l'acheteur est limitée :

- à la nuitée strictement nécessaire à l'exécution de la prestation ;
- au petit-déjeuner lorsqu'il est inclus dans le tarif de la chambre.

Restent à la charge du titulaire :

- les dépenses personnelles et extras (téléphone, minibar, blanchisserie, parking, etc.) ;
- tout surcoût résultant d'une demande particulière non validée préalablement par l'acheteur ;
- les frais d'annulation, de modification ou de non-présentation imputables au titulaire ou à son personnel, lorsque ces frais auraient pu être évités par une information transmise dans le délai requis.

En cas d'annulation ou de modification du fait du titulaire, celui-ci informe sans délai l'acheteur. Les frais supplémentaires ou pénalités supportés par l'acheteur du fait d'une information tardive ou d'une absence d'information et/ou de présentation pourront être mis à la charge du titulaire, le cas échéant par réfaction sur les sommes dues.

La prise en charge de l'hébergement par l'acheteur constitue une modalité particulière d'exécution du marché. Elle est sans incidence sur la qualité du titulaire en tant qu'employeur de son personnel et ne transfère à l'acheteur aucune responsabilité en matière d'organisation du travail, de déplacement ou de sécurité du personnel en dehors de la seule réservation hôtelière.

Le présent article déroge à l'article 10.1.3 du CCAG PI en tant que les frais d'hébergement pris en charge directement par l'acheteur ne sont pas réputés inclus dans les prix du marché.

Frais de transport et de repas

Les frais de transport et de repas du titulaire seront pris en charge selon le barème suivant et dans la limite d'un plafond de 150 € par temps collectif :

- Frais de repas : 26 €
- Transport :
 - o Train : frais réels en seconde classe
 - o Voiture : indemnités kilométriques suivant le barème fiscal en vigueur et plafonné à 7 CV.

3. Description des prestations

3.1 Contexte de réalisation des prestations

Le réseau régional des CCI de Nouvelle-Aquitaine, établissements publics de l'Etat, comprend 14 établissements :

- La CCI de région Nouvelle-Aquitaine, à laquelle sont rattachées 13 CCI territoriales :
- Bayonne Pays-Basque
- Bordeaux Gironde
- Charente
- Charente-Maritime
- Corrèze
- Creuse
- Deux Sèvres
- Dordogne
- Limoges & Haute Vienne
- Landes
- Lot et Garonne
- Pau Béarn
- Vienne

Dans un contexte de rationalisation des moyens, d'optimisation des ressources et de renforcement de la cohésion régionale, la CCI Nouvelle-Aquitaine souhaite se faire accompagner pour :

- Analyser les modalités actuelles d'organisation au sein des chambres ;
- Identifier les leviers de mutualisation au sein de chaque chambre et dans une logique inter-chambres ;
- Construire une et/ou des stratégies de mutualisation.

3.2 Description de la mission et calendrier d'exécution

Les travaux porteront sur les fonctions support (RH, finances, achats, SI, etc.) et sur les activités opérationnelles, dans le champ du développement économique et de la formation continue.

La mission confiée au titulaire comporte une double dimension :

1. Une mission d'animation et de co-construction avec les directeurs généraux des chambres du réseau ;
2. Une mission d'analyse, de formalisation et de production d'une étude par le titulaire.

1) Animation de séminaires et ateliers pour les Directeurs Généraux des CCI

Dans le cadre du séminaire et des ateliers prévus ci-dessous, le titulaire accompagne les directeurs généraux dans une réflexion collective structurée.

Séminaire des Directeurs Généraux

- Dates : 29 et 30 septembre 2026
- Durée : deux journées
- Format : présentiel
- Lieu : Hôtel Le Clos Galion, Rue Emile Atgier, 17410 Saint-Martin-de-Ré
- Objectifs :
 - Appréhender les enjeux de mutualisation,
 - Partager les pratiques existantes au sein des chambres,
 - Faire émerger des pistes stratégiques de mutualisation,
 - Analyser collectivement les opportunités et contraintes.

Trois ateliers mensuels

Les travaux engagés durant le séminaire se poursuivront mensuellement :

- Dates : octobre, novembre et décembre 2026 (**dates communiquées ultérieurement par le pouvoir adjudicateur**)
- Durée d'un atelier : 2 heures
- Format : présentiel
- Lieu : **communiqué ultérieurement par le pouvoir adjudicateur (probablement au siège de la CCI Nouvelle-Aquitaine : 2, place de la Bourse, 33050 Bordeaux Cedex).**
- Objectifs :
 - Approfondir les pistes identifiées ;
 - Co-construire les scénarii de mutualisation ;
 - identifier et arbitrer les choix stratégiques.

A l'issue des temps collectifs, le titulaire remettra *a minima* :

- Le support d'animation qu'il aura diffusé lors des temps collectifs (séminaire et ateliers), à fournir à la CCI Nouvelle-Aquitaine dans un délai de 4 jours calendaires à l'issue de chaque séminaire et/ou atelier ;
- Un compte-rendu de l'avancée des travaux collectifs à fournir à la CCI Nouvelle-Aquitaine dans un délai de 7 jours calendaires à l'issue de chaque séminaire et/ou atelier.

2) Analyse et production d'une étude par le titulaire

En complément des travaux d'animation, le titulaire devra réaliser une étude structurée intégrant les contributions des séminaires et ateliers.

Les supports remis à l'occasion des temps collectifs constituent une matière première pour l'étude mais ne se substituent pas à l'analyse du titulaire.

Le titulaire doit :

- Structurer et approfondir les éléments issus des échanges ;
- Apporter une expertise externe et un regard critique ;
- Produire des livrables aboutis et exploitables pour le réseau.

A cette fin, le titulaire produit une étude comprenant notamment :

- **Un diagnostic**
 - Etat des lieux des organisations existantes ;
 - Recensement des mutualisations actuelles ;
 - Identification des opportunités et freins (organisationnels, financiers, humains ...)
- **Plusieurs scénarii de mutualisation argumentés**
 - Segmentation selon une logique intra et inter-chambres ;
 - Identification des domaines concernés (support / opérationnel).
- **Des recommandations stratégiques**
- **Un plan d'action opérationnel**
 - Priorisation des actions ;
 - Conditions de mise en œuvre ;
 - Calendrier et délais à prévoir.

L'étude doit être fournie dans un délai raisonnable à la CCI Nouvelle-Aquitaine, soit dans un délai maximum d'un mois à l'issue du dernier atelier. Au regard du calendrier prévisionnel, la date butoir de remise de l'étude est fixée à fin janvier 2027.

Synthèse calendrier prévisionnel

Animation séminaire des Directeurs Généraux	29 et 30 septembre 2026 sur l'île de Ré
Animation atelier des Directeurs Généraux	Octobre 2026 à Bordeaux (date à confirmer)
Animation atelier des Directeurs Généraux	Novembre 2026 à Bordeaux (date à confirmer)
Animation atelier des Directeurs Généraux	Décembre 2026 à Bordeaux (date à confirmer)
Etude des mutualisations – Remise du livrable final	18 Janvier 2027

4. Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations objet du présent marché, les personnels disposant des connaissances et compétences nécessaires pour mener à bien les prestations prévues aux présentes.

Si, au cours des prestations, le titulaire remplace le personnel initialement désigné, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'opérer une réfaction sur les prix telle que prévue à l'article 29.3 du CCAG PI si le remplaçant ne dispose pas de compétences au moins équivalentes et si la non-équivalence est susceptible d'impacter la qualité des prestations.

Le personnel du titulaire est placé en toute circonstance sous sa responsabilité hiérarchique et disciplinaire. Le personnel du titulaire assurant la réalisation des prestations ne recevra des directives que du ou des responsables faisant partie du personnel du titulaire. Le titulaire fait sien les problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail et des règles conventionnelles propres à sa branche d'activité ou de société, relatives notamment à la durée du travail, au repos hebdomadaire et éventuellement complémentaires et aux congés annuels ou autres.

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations sont réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation en vigueur et notamment des articles L.3243-1 à 5, L.1221-10 à 13, et L.8251- 1 du code du travail. Le titulaire reconnaît que le respect par lui et tout au long du marché, des obligations issues des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail constitue une obligation essentielle d'exécution du présent marché.

Le cas échéant, les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

5. Avances, Acomptes, Délais et conditions de paiement

a. Avances

Le présent marché n'est pas soumis au régime des avances obligatoires eu égard à son montant.

b. Acomptes

Le présent marché ne prévoit pas de versement d'acompte au titulaire.

c. Délais et conditions de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché, sont payées après l'exécution des prestations et admissions de celles-ci par la CCI Nouvelle-Aquitaine.

Les demandes de paiement font l'objet de factures transmises, après admission des prestations et objet du présent marché obligatoirement sur le portail CHORUS et portant, outre les mentions légales et de façon claire et compréhensible, les indications suivantes :

- le numéro du bon de commande,
- les références du présent marché,
- le libellé de la prestation facturée,
- le nom et l'adresse du Titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le détail des prestations,
- la date de facturation,
- les prix hors TVA,
- le montant et le taux de la TVA,
- les prix TTC exprimés en euros.

La CCI Nouvelle-Aquitaine accepte ou rectifie la facture émise par le titulaire au regard des éventuelles pénalités et/ou réfections appliquées.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par la CCI NA.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

6. Modification de la situation du titulaire

Tout transfert de tout ou partie du présent marché, à quelque titre que ce soit, même à titre de transfert universel de patrimoine, et sous quelque forme qu'il intervienne, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, dans le cadre d'une cession d'éléments d'actifs, d'une cession du seul marché, d'un échange, d'un apport en propriété ou en jouissance, d'une fusion ou d'une scission ou d'une opération assimilée, d'une opération emportant transfert universel de patrimoine aboutissant à ce que le marché soit exécuté par une société distincte du titulaire initial, doit être notifié par le titulaire à la CCI NA dans les plus délais et soumis à son autorisation préalable.

Le nouveau titulaire doit disposer des capacités techniques, professionnelles et financières équivalentes à celles du titulaire initial pour assurer la bonne exécution des prestations.

7. Sous-traitance

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande à la CCI Nouvelle-Aquitaine d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, les demandes de paiement du sous-traitant sont adressées à la CCI Nouvelle-Aquitaine avec copie de la facture adressée par le sous-traitant au titulaire du marché.

8. Garantie d'Eviction

Le Titulaire garantit et tient quitte et indemne la CCI Nouvelle-Aquitaine contre toute action en revendication qui serait intentée par des tiers au motif que tout ou partie des prestations exécutées au titre du présent marché constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistant revendiqués par des tiers, la CCI Nouvelle-Aquitaine ne pouvant être recherchée ou inquiétée à ce sujet. À ce titre, le Titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine pourrait être condamnée ou déclarée redevable aux termes d'une décision de justice ou d'autorité administrative ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication.

Dans cette hypothèse, le Titulaire s'oblige à remplacer le produit objet du litige par une solution alternative conforme aux spécifications du marché.

9. Article 13.1 - Pénalités

En cas de non-respect du délai de l'étude, du fait exclusif du titulaire, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 250 € par jour de retard.

Si le retard est imputable au pouvoir adjudicateur, il ne sera fait application d'aucune pénalité de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard en raison de leur montant.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

10. Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder confidentiel et à ne pas utiliser, divulguer ou communiquer par quelque moyen que ce soit, le contenu des travaux et débats dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché et notamment tout ou partie du travail effectué dans le cadre des prestations.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires pour préserver la confidentialité des informations dont il aura connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché et à ne divulguer les informations confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel impliqués dans la réalisation des prestations prévues au présent marché.

Le titulaire se porte fort du respect par ses préposés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, de l'obligation de confidentialité visée ci-dessus.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui :

- seraient dans le domaine public ou qui viendraient à y tomber sans que cela résulte de son fait;
- étaient connues de la partie réceptrice avant sa divulgation;
- ont été portées légalement à la connaissance de la partie réceptrice par un tiers non lié par un engagement de confidentialité à l'égard de l'autre partie.

Le titulaire prend acte que toute divulgation léserait les intérêts de la CCI Nouvelle-Aquitaine et engagerait sa responsabilité. Ainsi, le titulaire prend toute mesure et met en place toute procédure de nature à préserver la confidentialité des informations communiquées par la CCI NA au cours de l'exécution du présent marché.

11. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

12. ANTICORRUPTION

12.1 Dispositions générales

La CCI Nouvelle-Aquitaine est engagée dans la lutte contre toute forme d'atteinte à la probité. A ce titre, la CCI Nouvelle-Aquitaine porte une attention particulière à ce que toute personne ou société en relation avec la CCI Nouvelle-Aquitaine adhère aux mêmes principes et valeurs d'intégrité et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties réaffirment leur attachement à la lutte contre tout comportement susceptible d'être qualifié d'atteinte à la probité et notamment de fraude, corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, favoritisme, détournement de fonds publics.

Les Parties s'engagent à respecter scrupuleusement les dispositions de la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite Loi Sapin II) et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions de droit européen équivalentes.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage fermement à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, fraude, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics. En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans toute procédure pour des faits précités. Le titulaire garantit que ses sous-traitants éventuels, intervenant pour son compte dans le cadre du présent marché, respectent les dispositions du présent article.

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires et adaptées au regard de la taille et de la structure de son entreprise et s'engage à mettre en œuvre les mesures, procédures et codes de conduite destinés à prévenir et à détecter les risques d'atteinte à la probité, tant au sein de son organisation qu'à l'égard de ses sous-traitants éventuels.

12.2 Conflits d'intérêts

Est constitutive d'un conflit d'intérêts, toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exécution indépendante, impartiale et objective du présent marché. L'interférence peut notamment résulter de liens familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêts économiques ou de toute autre forme de liens.

Le titulaire s'engage à prendre toute mesure utile et nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché. Le titulaire prend notamment toute mesure nécessaire pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer la façon dont sont effectuées lesdites missions.

Tout manquement de la part du titulaire aux stipulations de l'article « 12. Anticorruption » devra être considéré comme un manquement grave autorisant la CCI Nouvelle-Aquitaine, si bon lui semble, à résilier le présent contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

13. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque Partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné le « RGPD ».

10.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser les prestations objet du présent marché dans les conditions prévues ci-après.

Le titulaire en sa qualité de **Sous-traitant** (au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur- **Responsable de traitement** les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les Prestations objet du présent marché :

- Finalité(s) du traitement :

Accompagnement de la CCI Nouvelle-Aquitaine sur une étude des mutualisations entre les 14 établissements du réseau régional

- Les catégories de personnes concernées sont :
 - **Salariés des CCI de Nouvelle-Aquitaine (Directeurs généraux)**
- Les données à caractère personnel, communiquées par la CCI Nouvelle-Aquitaine au titulaire sont les suivantes (« ci-après désignées les Données) :
 - **Nom et prénom**
 - Adresse mail nominative professionnelle le cas échéant
- Durée de conservation des Données par le titulaire : jusqu'à la fin du présent marché pour quelle que cause que ce soit.

10.2 Obligations du titulaire vis-à-vis de de la CCI Nouvelle-Aquitaine Responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les Données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** décrites au sein du présent acte d'engagement,
- Ne communiquer les Données à aucun tiers (personne physique ou morale),
- Traiter les Données **conformément aux instructions** du responsable de traitement,
- **Garantir la confidentialité** des Données traitées dans le cadre du présent marché,
- Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les Données** en vertu du présent marché:
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - le Titulaire devra informer préalablement ses collaborateurs directs ou indirects (consultants, sous-traitants...) du caractère confidentiel des Données personnelles communiquées traitées et devra prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire, comme notamment leur dispenser la formation nécessaire en matière de protection des données,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données sur ses installations pendant la durée des prestations qu'il fournit et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

Le titulaire garantit avoir mis en place pour ses installations et maintenir pendant toute la durée des prestations confiées, conformément aux bonnes pratiques du marché :

- des contrôles d'accès à ses locaux hébergeant ses installations et les Données de façon à n'en autoriser l'accès qu'aux seules personnes autorisées ou accompagnées par du personnel autorisé,
- une gestion des mots de passe et une gestion de la confidentialité,
- et une protection antivirale.

Le titulaire garantit que les Données qui pourraient être présentes sur ses installations ou auxquelles il pourrait accéder à partir de ses installations ou de celles de tiers qu'il utilise, seront localisées en France ou dans un pays membre de l'Union Européenne. Par ailleurs, le titulaire s'interdit de procéder à tout acte pouvant être interprété comme un transfert de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, sans l'autorisation préalable et écrite de la CCI NA.

10.3 Recours à un Sous-traitant ultérieur

Le titulaire peut faire appel à un autre Sous-traitant (ci-après, « le Sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la CCI Nouvelle-Aquitaine de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres Sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance doit également être déclarée au pouvoir adjudicateur. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la CCI Nouvelle-Aquitaine n'a pas émis d'objection.

Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement. Il appartient au titulaire initial de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD. Si le Sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le Responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

10.4 Exercice des droits des personnes

Le titulaire s'engage à aider la CCI NA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées sur leurs Données : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique, à dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

10.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la CCI-Nouvelle-Aquitaine, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance en adressant un mail au DPO de la CCI-Nouvelle-Aquitaine dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que la CCI Nouvelle-Aquitaine propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la CCI Nouvelle-Aquitaine, le Sous-traitant communique, au nom et pour le compte du Responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que la CCI Nouvelle-Aquitaine propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10.6 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

10.7 Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre l'ensemble des garanties et des moyens suffisants au respect de ses obligations en tant que sous-traitant, dans les conditions déterminées ci-après, au regard de la typologie des Données collectées.

A cet égard, le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre des relations contractuelles entre les Parties, conformément au meilleur état de l'art et aux dispositions légales et réglementaires s'appliquant notamment aux Sous-traitants en matière de données personnelles.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité, de sauvegarde et de contrôle requis afin de protéger l'accès aux Données et de mettre en œuvre les contrôles nécessaires au maintien des niveaux de sécurités attendus, dans les conditions définies ci-après.

Le Titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données qui lui sont confiées par le Responsable de traitement, pendant la durée des services qu'il fournit et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

D'une manière générale, le Titulaire maintiendra et respectera les mesures de sécurité adéquates pour protéger les Données qu'il sera amené à traiter, contre toute destruction accidentelle ou illicite, ou perte accidentelle, dommages, altérations, divulgation ou accès non autorisé en particulier lorsque le traitement implique la transmission des données ou bases de données à travers un réseau, et contre toute autre forme de traitements illicites.

Le Titulaire déclare avoir pris toutes les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des Données, disposer d'un plan d'assurance sécurité et d'un plan d'assurance continuité.

10.8 Sort des Données

Au terme des prestations, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur et à détruire l'ensemble des données communiquées par la CCI Nouvelle-Aquitaine sans délai. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

10.9 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la CCI Nouvelle-Aquitaine **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD.

10.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI Nouvelle-Aquitaine comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10.11 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et lui permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

10.12 Audit

Le pouvoir adjudicateur pourra réaliser des audits, directement ou par l'intermédiaire de tout prestataire externe indépendant, non concurrent direct du Titulaire, afin de s'assurer du respect des obligations du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur communiquera au Titulaire préalablement, et au moins dans les dix (15) jours ouvrés précédents, toute demande d'opération d'audit, les Données et ou traitements faisant l'objet de l'audit, la date de l'audit, la période au cours de laquelle l'audit interviendra, ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. Le Titulaire ne pourra refuser sans les personnes désignées pour réaliser l'audit.

Le titulaire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations ou documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder aux parties appropriées de tous sites, installations informatiques, outils, Données et moyens du Titulaire utilisés pour l'exécution du Marché, y compris dans le cas où cet audit devrait s'exercer auprès de sous-traitant du Titulaire. Les procédures d'accès seront communiquées par le Titulaire au pouvoir adjudicateur qui devra les respecter. Les connexions logiques pour accéder aux Données seront réalisées par le Titulaire à la demande de l'auditeur.

Le rapport d'audit sera adressé gratuitement au titulaire par les auditeurs, de telle sorte que celui-ci puisse formuler, dans un délai de vingt (20) jours ouvrés suivant la date de sa communication, toutes observations ou objections par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'auditeur et au pouvoir adjudicateur. Ce rapport d'audit est confidentiel selon les conditions de l'article "Confidentialité".

Au cas où le rapport d'audit ferait apparaître une contravention significative aux obligations du Titulaire visées par les présentes, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la notification par le pouvoir adjudicateur.

En cas de contestations justifiées et motivées du rapport d'audit par le Titulaire, les Parties se rencontreront au cours d'un comité de suivi exceptionnel afin de constater les points demeurant en désaccord et s'efforceront d'y remédier. En cas de désaccord persistant ou de non-correction par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent Marché de plein droit.

L'audit est effectué sans aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

10.13 Manquements du titulaire à la présente clause

Au surplus, nonobstant toute clause contraire du marché, il est expressément convenu qu'en cas de manquement à l'une des obligations prévues dans la présente annexe :

La CCI Nouvelle-Aquitaine pourra, 72 heures après mise en demeure notifiée par tout moyen au titulaire ou immédiatement en cas de manquement non réparable, résilier le marché de plein droit nonobstant le droit de demander indemnisation du préjudice subi pour les dommages directs et réels au sens des articles 1231-3 et suivants du Code civil résultant desdits manquements. Sont notamment considérés comme des dommages directs :

a. Les coûts liés à la mise en œuvre de mesures palliatives visant à remédier à toute défaillance importante du titulaire afin de se conformer à ses obligations ;

- b. Les coûts supplémentaires encourus par le titulaire pour obtenir des services similaires auprès d'un tiers que le titulaire n'est pas en mesure de fournir ;
- c. Les coûts de personnel connexes (salaires, heures supplémentaires, recours à du personnel supplémentaire), les coûts de télécommunication et les autres coûts de même nature engagés par le Responsable de traitement pour mettre en œuvre tout ou partie des obligations du titulaire ; et
- d. Les coûts de rechargement ou de récupération des Données à caractère personnel du Responsable de traitement.

14. DÉVELOPPEMENT DURABLE

14.1 Conditions d'exécution environnementales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les prestations dans une logique de réduction de leur impact environnemental, en particulier s'agissant des déplacements et de la production documentaire.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à :

- privilégier les modes de transport les moins émissifs, notamment le train ou les transports collectifs, lorsque ceux-ci sont compatibles avec les contraintes opérationnelles de la mission.
- Remettre les livrables, documents de travail, supports de réunion et comptes-rendus sous format dématérialisé, sauf demande expresse de l'acheteur. Les impressions papier doivent demeurer exceptionnelles et, le cas échéant, être réalisées en recto-verso, en noir et blanc lorsque cela est possible, et sur papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement.

14.2 Conditions d'exécution sociales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les prestations dans le respect des principes d'égalité de traitement, de non-discrimination, de promotion de la diversité et de prévention des risques professionnels.

A ce titre, le titulaire s'engage notamment à prévenir les situations de surcharge manifeste ou de désorganisation susceptibles de dégrader les conditions de travail des équipes mobilisées.

15. RESPONSABILITÉ

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations qui lui sont confiées par la CCI NA, ainsi que des préjudices consécutifs aux fautes, négligences, erreurs ou omissions qui lui sont imputables dans l'exécution du marché. Il est responsable des dommages de toute nature, causés par lui, à la CCI NA, son personnel, à ses biens ou à des tiers.

16. ASSURANCE

Le titulaire est assuré en responsabilité civile exploitation et professionnelle pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être causés à la CCI NA et à des tiers, lors de l'exécution des prestations prévues au présent marché. Le titulaire doit justifier, pour lui-même et ses sous-traitants éventuels, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il dispose des contrats d'assurances appropriés, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie ainsi que les franchises. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI Nouvelle-Aquitaine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

17. JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation ou les suites du présent marché est porté devant le tribunal administratif de Bordeaux par la Partie la plus diligente.

En cas de groupement

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Cocher la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature et cachet de l'entreprise

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

18. Signature de l'acheteur

- Nom, prénom, qualité du signataire du marché :

Monsieur le Président par intérim de la CCI Nouvelle-Aquitaine Daniel BRAUD

- Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) :

Monsieur le Président par intérim de la CCI Nouvelle-Aquitaine Daniel BRAUD

- Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier de la CCI Nouvelle-Aquitaine

A : , le

Signature du pouvoir adjudicateur

A..... le.....

Pour la CCI Nouvelle-Aquitaine

Daniel BRAUD

Président par intérim

19. F Notification du marché au titulaire

Signature de l'entreprise A..... le..... Pour Nom et qualité du signataire Cachet de l'entreprise	
---	--